

APPEL

« Sortir la recherche de son cloisonnement »

Président de l'association Cheminements*,
Jean-Claude Diébolt appelle au renouvellement
des travaux sur l'économie solidaire.

NOUS APPELONS À INAUGURER un Collectif réunissant les chercheurs et acteurs qui se reconnaissent dans l'économie solidaire. En effet, l'association Cheminements se livre à un travail systématique de diagnostic sur l'économie solidaire en France depuis juin 2002, dans le prolongement d'une mission du secrétariat d'État à l'Économie solidaire (SEES). Un premier obstacle en compromet le développement : un cloisonnement entre plusieurs corpus de références appauvrit les estimations de la richesse générée dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS). Nous proposons de débattre de la répartition des évaluations entre réseaux d'acteurs : collectifs antilibéraux, adhérents d'Attac, membres du Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), signataires du récent « Manifeste pour une économie sociale et solidaire », un « Mauss » (1) proche du collectif Richesse (qui fait vivre le rapport Viveret). Dans cette proposition, nous réserverons un traitement spécifique à des pionniers (2), à la fois fondateurs historiques de théorisations et d'enquêtes sur l'ESS et se croyant seuls à détenir une parole sur le sujet. Il nous semble que le facteur essentiel qui rapproche les animateurs, enseignants et chercheurs de cet ensemble se trouve dans l'héritage du défunt Réseau d'économie alternative et solidaire (Reas) (3). Si l'apport en études et en concepts représente un acquis sur lequel fructifient les continuateurs, on ne peut masquer le peu de renouvellement des auteurs. Ce qui limite l'attention aux projets retenus comme appartenant à l'économie solidaire : raisonner sur les mêmes cas modélisés du Reas, d'un livre à l'autre, fait rater la recrudescence d'inventivité, apparue dans les années 2000.

Notre position privilégiée, qui nous permet de disposer des milliers d'innovations recensées à l'époque du SEES, nous a en revanche sensibilisés sur cette accélération. Elle confirme qu'il existe une masse ignorée de novations solidaires. Pourtant, le divorce entre le SEES et les organismes de recherche contribue aux carences dans les analyses présentes des dynamiques solidaires. Les études répandues depuis 2000 ignorent les avancées institutionnelles produites en seulement deux ans, par exemple les appels à projets, le travail sur une loi-cadre, les marchés publics, les sociétés coopératives d'intérêt collectif, etc. Réciproquement, les membres du cabinet du SEES, pour la plupart, n'avaient pas de culture de l'économie sociale et solidaire. La conjonction de ces deux coupures est fort

dommageable pour les créateurs laissés sur le bord de la route. À commencer par la « mission Diébolt », mise sous l'éteignoir par les forces gouvernementales d'une gauche « plurielle », et non à gauche.

Notre mission rompt avec la sectorisation réductrice des méthodes libérales de recherche, régnant également dans les labos et les réseaux qui se réclament du social et solidaire, notamment par une collecte complète et une classification rigoureuse, puisant dans tous les outils scientifiques et non dans les seules références à la mode. Dans cette optique, nous appelons à lancer une recherche méthodique et globale, portant sur la totalité des cloisonnements observés. Cette exigence est paradoxale puisqu'elle ne peut

déontologiquement être conduite par les universitaires et chercheurs en poste. À notre sens, des experts citoyens, qualifiés par des œuvres et des expériences qui nourrissent ce projet, peuvent y répondre. Ainsi, ne serait-on pas tenu de pratiquer les valeurs que l'on prétend caractériser ? Depuis 2002, nous voyons agir une machine à exclure les forces vives d'une économie solidaire en plein essor. Verdict trop agressif ou trop affectif ? Disons plutôt que fonctionner sur un

mode corporatiste signifie un refus effectif de la socio-diversité, laquelle exige de visiter tous les horizons qui s'apparentent au sien. En cette période de recomposition des pouvoirs, il est important de souligner cette vivacité. Le siècle dernier nous aura appris combien le flou politique se traduit en catastrophes sociales et écologiques. Et ce, d'autant plus qu'il est cautionné et entretenu par une recherche et des travaux universitaires dans les « sciences humaines ». Leur formalisme « doctoral » s'est privé du substantiel, faute de prise sur les phénomènes de la microéconomie et des modalités marginalisées de socialisation.

J.-C. D.

(1) Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, animé par Alain Caillé.

(2) Étendant des liaisons avec plusieurs têtes de réseaux, cette famille s'est édifiée autour d'un « Réseau interuniversitaire » qui regroupe une dizaine d'universités.

(3) REAS, fédérateur entre 1980 et 2000.

Pour réagir à cet appel, qui sera diffusé sur le site www.pour-politis.org, s'adresser à Jean-Claude Diébolt : 02 43 97 80 80 et 06 75 01 01 73, as-archipels@infonie.fr

*Cheminements est un organisme de diagnostics et d'outils d'animation territoriaux. Jean-Claude Diébolt, fondateur et président, est chercheur associé dans un laboratoire de géographie sociale du Mans.